



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/625
11 décembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. Rae Kwon CHUNG (République de Corée)

I. INTRODUCTION

1. À sa 3e séance plénière, le 19 septembre, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Rapport du Conseil économique et social" et de renvoyer à la Deuxième Commission les chapitres pertinents du rapport du Conseil¹.

2. La Deuxième Commission a examiné la question à ses 36e, 37e, 43e, 47e et 51e séances, tenues les 11 et 19 novembre et les 4 et 9 décembre 1997. Les délibérations de la Commission sur la question sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/52/SR.36, 37, 43, 47 et 51). La Commission a en outre tenu un débat général de sa 3e à sa 9e séance, du 13 au 16 octobre (voir A/C.2/52/SR.3 à 9).

3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social pour 1997 (chapitres I à IV, V (sect. A à C et F à J) et VII)¹;

b) Rapport de la Commission des établissements humains sur les travaux de sa seizième session (A/52/8)²;

¹ Document A/51/3 (Parts I à IV); à paraître sous forme définitive en tant que Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session (A/52/3/Rev.1).

² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 8 (A/52/8).

c) Rapport du Secrétaire général sur la possibilité de renforcer la coordination des organismes et organisations du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie, dans le cadre du Comité administratif de coordination (A/52/175-E/1997/75);

d) Rapport du Secrétaire général sur des idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds afin de faire face aux engagements et priorités adoptés d'un commun accord au niveau mondial (A/52/203-E/1997/85);

e) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le Prix des Nations Unies en matière de population (A/52/212);

f) Note du Secrétaire général transmettant la Déclaration sur l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information, adoptée par le Comité administratif de coordination à sa session d'avril 1997 (A/52/354);

g) Lettre datée du 2 juin 1997, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration du neuvième Sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, tenu à Malé (Maldives) du 12 au 14 mai 1997 (A/52/222);

h) Lettre datée du 13 octobre 1997, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration adoptée par les ministres des affaires étrangères des États membres du Groupe des 77 lors de leur vingt et unième réunion annuelle, tenue à New York le 26 septembre 1997 (A/52/460);

i) Lettre datée du 3 novembre 1997, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil économique et social (A/52/576);

j) Lettre datée du 21 octobre 1997, adressée au Président de la Deuxième Commission par le Président par intérim de l'Assemblée générale, transmettant une lettre datée du 27 août 1997, adressée au Président du Conseil économique et social, concernant le retrait de Vanuatu de la liste des pays les moins avancés (A/C.2/52/5);

k) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur la révision des règles générales du Programme (E/1997/49).

4. À la 36e séance, le 11 novembre, l'administrateur chargé de la Division de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination (Département des affaires économiques et sociales) a fait une déclaration liminaire (voir A/C.2/52/SR.36).

II. EXAMEN DE PROJETS DE PROPOSITION

A. Projets de résolution A/C.2/52/L.28 et L.41

5. À la 43e séance, le 19 novembre, le représentant de la République-Unie de Tanzanie, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, ainsi que de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande, a présenté un projet de résolution intitulé "Rapport du Comité de la planification du développement" (A/C.2/52/L.28), qui se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/206 du 20 décembre 1991 sur le rapport du Comité de la planification du développement et les critères d'identification des pays les moins avancés,

Prenant note de la décision 1997/223 du Conseil économique et social en date du 18 juillet 1997, relative à la recommandation du Comité de la planification du développement tendant à retirer Vanuatu de la catégorie des pays les moins avancés,

Prenant note également de la lettre du Premier Ministre de Vanuatu³ dans laquelle celui-ci énonce les raisons pour lesquelles il considère que l'examen du classement de Vanuatu devrait être renvoyé à 2000,

Notant en outre l'élaboration de l'indice de vulnérabilité, conformément à sa résolution 51/183 du 16 décembre 1996 et soulignant que le Comité de la planification du développement devrait tenir pleinement compte de l'indice de vulnérabilité lorsqu'il évalue le classement des pays les moins avancés,

Tenant compte des vues et observations exprimées par les délégations au cours du débat consacré au rapport du Conseil économique et social par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, le 11 novembre 1997,

1. Réaffirme le contenu des paragraphes 4 et 5 de sa résolution 46/206 concernant les dispositions transitoires;

2. Se félicite que le Groupe de travail III du Comité de la planification du développement soit convoqué au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 17 au 19 décembre 1997 pour examiner les résultats des travaux techniques et les conclusions de la réunion du Groupe d'experts, donnant ainsi suite à sa résolution 51/183;

3. Décide de maintenir Vanuatu sur la liste des pays les moins avancés jusqu'à ce que le Comité de la planification du développement se penche de nouveau sur cette question au cours de son prochain examen, en 2000."

³ A/C.2/52/5, appendice, annexe.

6. À la 47e séance, le 4 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Adel Abdellatif (Égypte) a présenté un projet de résolution intitulé "Rapport du Comité de la planification du développement" (A/C.2/52/L.41), soumis à l'issue de consultations officielles sur le projet de résolution A/C.2/52/L.28.

7. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/52/L.41 (voir par. 20).

8. Avant l'adoption du projet de résolution, le représentant de Vanuatu a fait une déclaration (voir A/C.2/52/SR.47).

9. Le projet de résolution A/C.2/52/L.41 ayant été adopté, le projet de résolution A/C.2/52/L.28 a été retiré par ses auteurs.

B. Retrait de la liste des pays les moins avancés

10. Dans sa décision 1997/223 du 18 juillet 1997, intitulée "Rapport du Comité de la planification du développement sur les travaux de sa trente et unième session", le Conseil économique et social avait souscrit aux recommandations adoptées par le Comité de la planification du développement à sa trente et unième session⁴ à propos de la liste des pays les moins avancés.

11. À sa 47e séance, le 4 décembre, sur proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver l'alinéa b) de la décision 1997/223 du Conseil économique et social (voir par. 21, projet de décision I).

C. Révision des règles générales du Programme alimentaire mondial

12. Par sa décision 1997/217 du 8 juillet 1997, intitulée "Révision des règles générales du Programme alimentaire mondial", le Conseil économique et social avait approuvé les révisions figurant dans l'annexe au rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial⁵ et décidé de les transmettre à l'Assemblée générale pour examen à sa cinquante-deuxième session;

13. À la 47e séance, le 4 décembre, sur proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver les révisions des règles générales du Programme alimentaire mondial figurant dans l'annexe au rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (voir par. 21, projet de décision II).

D. Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies

14. Au paragraphe 3 de sa résolution 1997/43 du 22 juillet 1997, intitulée "Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies", le Conseil économique et social avait recommandé à l'Assemblée générale d'adopter une décision en vertu de laquelle, à partir de 1998, le rapport du Conseil de l'Université des

⁴ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1997, Supplément No 15 (E/1997/35), chap. I.

⁵ E/1997/49.

Nations Unies serait examiné directement par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale conformément à son programme de travail.

15. À la 47e séance, le 4 décembre, sur proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de décider qu'à partir de 1998, le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies serait examiné directement par la Deuxième Commission, conformément à son programme de travail (voir par. 21, projet de décision III).

E. Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

16. À sa 47e séance, le 4 décembre, sur proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre note des documents dont elle était saisie à propos de ce point de l'ordre du jour (voir par. 21, projet de décision IV).

F. Programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1998-1999

17. À la 51e séance, le 9 décembre, le représentant du Secrétariat a présenté le projet de programme de travail biennal de la Commission pour 1998-1999 et donné lecture des corrections à y apporter (A/C.2/52/L.45, annexe).

18. Les représentants des Philippines et du Bénin ont fait des déclarations et posé des questions. Le représentant du Secrétariat a répondu aux questions (voir A/C.2/52/SR.51).

19. À la même séance, la Commission a approuvé le projet de programme de travail biennal de la Commission pour 1998-1999, tel qu'il avait été corrigé oralement, et décidé de recommander à l'Assemblée générale de l'adopter (voir par. 21, projet de décision V).

III. RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIÈME COMMISSION

20. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Rapport du Comité de la planification du développement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/206 du 20 décembre 1991 sur le rapport du Comité de la planification du développement et les critères d'identification des pays les moins avancés,

Prenant note de l'alinéa a) de la décision 1997/223 du Conseil économique et social en date du 18 juillet 1997, par laquelle le Conseil a souscrit à la recommandation du Comité de la planification du développement tendant à retirer Vanuatu de la liste des pays les moins avancés,

Prenant note également de l'alinéa b) de la décision 1997/223 du Conseil économique et social,

Prenant acte de la teneur de la lettre⁶ dans laquelle le Premier Ministre de Vanuatu a énoncé les raisons pour lesquelles il considérait que l'examen du classement de Vanuatu devrait être reporté à l'an 2000,

Prenant acte également du fait que, conformément à sa résolution 51/183 du 16 décembre 1997, le Comité de la planification et du développement⁷ a décidé⁸ d'examiner dans le cadre de son programme de travail pour 1997-1998 le rapport que le Secrétaire général doit établir sur l'indice de vulnérabilité et de réfléchir à l'utilité de cet indice comme critère d'identification des pays les moins avancés, dans le cadre de l'examen de la question de l'amélioration des critères et méthodes d'identification des pays les moins avancés,

Tenant compte des déclarations faites par plusieurs délégations au cours du débat consacré au rapport du Conseil économique et social par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, le 11 novembre 1997,

1. Réaffirme le contenu des paragraphes 4 et 5 de sa résolution 46/206 concernant les dispositions transitoires;

2. Se félicite que le Groupe de travail III du Comité de la planification du développement doive se réunir à New York du 17 au 19 décembre 1997 pour examiner les résultats des travaux techniques et les conclusions de la réunion du Groupe d'experts, donnant ainsi suite à sa résolution 51/183;

3. Décide de reporter l'examen de l'alinéa a) de la décision 1997/223 du Conseil économique et social à une date où elle pourra tenir compte des vues et recommandations que le Comité de la planification du développement doit lui présenter à sa cinquante-troisième session par l'intermédiaire du Conseil économique et social, conformément aux paragraphes 9 et 10 de sa résolution 51/183, concernant l'utilité de l'indice de vulnérabilité comme critère d'identification des pays les moins avancés, et, sans préjudice de l'achèvement de l'élaboration dudit indice ni de son examen, la possibilité de l'appliquer pour déterminer s'il convient de retirer Vanuatu, qui est un petit État insulaire en développement, de la liste des pays les moins avancés, et de trancher la question en conséquence.

21. La Deuxième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter les projets de décision ci-après :

⁶ A/C.2/52/5, appendice, annexe.

⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, Supplément No 15 (E/1997/35), par. 241 c).

⁸ Sans préjudice de l'examen des organes subsidiaires du Conseil économique et social auquel celui-ci doit procéder conformément à la résolution 50/227 de l'Assemblée générale, en date du 24 mai 1996, et compte tenu des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée.

PROJET DE DÉCISION I

Retrait de la liste des pays les moins avancés

L'Assemblée générale, conformément au paragraphe b) de la décision 1997/223 du Conseil économique et social en date du 18 juillet 1997, décide de retirer le Cap-Vert, les Maldives et Samoa de la liste des pays les moins avancés lors du prochain examen, en 2000, à condition que ces pays continuent à remplir les critères de retrait à cette date.

PROJET DE DÉCISION II

Révision des règles générales du Programme alimentaire mondial

L'Assemblée générale, conformément à la décision 1997/217 du Conseil économique et social en date du 8 juillet 1997, approuve les révisions apportées aux règles générales du Programme alimentaire mondial, telles qu'elles figurent dans l'annexe au rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial⁹.

PROJET DE DÉCISION III

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies

L'Assemblée générale, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1997/43 du Conseil économique et social en date du 22 juillet 1997, décide qu'à partir de 1998, le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sera examiné directement par la Deuxième Commission de l'Assemblée conformément à son programme de travail.

PROJET DE DÉCISION IV

Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

L'Assemblée générale prend note des documents suivants :

a) Chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social pour 1997¹⁰;

b) Rapport du Secrétaire général sur la possibilité de renforcer la coordination des organismes et organisations du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie, dans le cadre du Comité administratif de coordination¹¹;

⁹ E/1997/49.

¹⁰ A/52/3 (Parts I à IV), à paraître sous forme définitive en tant que Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session (A/52/3/Rev.1), chap. I à IV, V (sect. A à C et F à J), et VII.

¹¹ A/52/175-E/1997/75.

c) Rapport du Secrétaire général sur des idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds afin de faire face aux engagements et priorités adoptés d'un commun accord au niveau mondial¹²;

d) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le Prix des Nations Unies en matière de population¹³;

e) Note du Secrétaire général transmettant la Déclaration sur l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information, adoptée par le Comité administratif de coordination à sa session d'avril 1997¹⁴;

PROJET DE DÉCISION V

Programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1998-1999

L'Assemblée générale, conformément au paragraphe 5 de sa résolution 39/217 du 18 décembre 1984, approuve le programme de travail biennal de la Deuxième Commission qui figure en annexe à la présente décision.

¹² A/52/203-E/1997/85.

¹³ A/52/212.

¹⁴ A/52/354.

ANNEXE

Programme de travail biennal de la Deuxième Commission
pour 1998-1999¹⁵

1998

Point 1. Rapport du Conseil économique et social¹⁶

Prix des Nations Unies en matière de population

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le Prix des Nations Unies en matière de population et le Fonds d'affectation spéciale (décision 1982/112 du Conseil économique et social)

Administration publique et développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'administration publique et le développement (résolution 50/225 de l'Assemblée générale)¹⁷

Comité de la planification du développement

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social contenant les vues du Comité de la planification du développement sur le rapport du Secrétaire général sur l'indice de vulnérabilité (résolution 51/183 de l'Assemblée générale et projet de résolution A/C.2/52/L.41)

Point 2. Questions de politique macroéconomique

- a) Financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés

¹⁵ Conformément à la pratique établie et en application de la décision 38/429 de l'Assemblée générale, la Deuxième Commission procédera chaque année à un débat général au début de ses travaux.

¹⁶ La liste des questions et de la documentation pour ce point a été établie sur la base des demandes de rapports formulées par l'Assemblée générale. Elle sera définitivement arrêtée lorsque le Conseil économique et social aura achevé ses travaux en 1998.

¹⁷ Rapport présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les flux et transferts nets de ressources entre pays en développement et pays développés (résolution 51/165 de l'Assemblée générale)

Rapport du Secrétaire général sur les flux financiers mondiaux et leur incidence sur les pays en développement (projet de résolution A/C.2/52/L.48)

Rapport du Secrétaire général assorti d'un index des thèmes directeurs et des éléments clefs à prendre en considération pour l'examen du financement du développement (projet de résolution A/C.2/52/L.51)

Rapport du Secrétaire général sur les travaux consacrés au financement du développement par les organismes des Nations Unies (projet de résolution A/C.2/52/L.51)

b) Commerce et développement

Documentation Rapport du Conseil du commerce et du développement (résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale)

Note du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettant le rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur l'application de la résolution 51/168 de l'Assemblée générale, relative à la situation en matière de transit des États sans littoral d'Asie centrale et des pays en développement de transit qui sont leurs voisins

Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les recommandations visant à assurer le suivi effectif des conclusions convenues lors du débat de haut niveau de la session de fond de 1997 du Conseil économique et social (projet de résolution A/C.2/52/L.24/Rev.1)

Rapport oral du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du projet de résolution A/C.2/52/L.24/Rev.1, et notamment l'évolution du système commercial multilatéral

c) Produits de base

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur les tendances et perspectives mondiales concernant les produits de base (résolution 51/169)

d) Crise de la dette extérieure et développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.58

Point 3. Questions de politique sectorielle

a) Coopération pour le développement industriel

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 51/170 de l'Assemblée générale

Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel sur les meilleures pratiques appliquées dans le domaine des politiques industrielles et des enseignements à en tirer en matière de développement industriel (résolution 51/170 de l'Assemblée générale)

b) Les entreprises et le développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 51/191 de l'Assemblée générale

Point 4. Développement durable et coopération économique internationale

Documentation Rapport du Secrétaire général et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'application des résolutions 50/130 et 51/172 de l'Assemblée générale, relatives aux programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies

a) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat

Aucune documentation n'est demandée (projet de résolution A/C.2/52/L.11/Rev.1)

b) Application et suivi des principaux accords sur le développement adoptés par consensus

i) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement

ii) Application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les

pays en développement, et sur la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolutions 45/199, 47/152, 48/185, 49/92 et 51/173 de l'Assemblée générale)

c) Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale

Documentation Rapport du Secrétaire général (résolutions 48/181, 49/106 et 51/175 de l'Assemblée générale)

d) Développement culturel

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.33

e) Application des décisions et des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.53

Rapport du Secrétaire général contenant une évaluation du Centre des Nations Unies pour les établissements humains en vue de sa revitalisation (résolution 51/177 et projet de résolution A/C.2/52/L.53)

f) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés

Documentation Rapport du Secrétaire général (projet de résolution A/C.2/52/L.38)

g) Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (projet de résolution A/C.2/52/L.43)

Point 5. Environnement et développement durable

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les produits dangereux pour la santé et l'environnement (résolution 34/173 de l'Assemblée générale)¹⁷

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.37 relatif à la coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène El Niño

- a) Application des décisions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

Documentation Section pertinente du rapport du Conseil économique et social sur les travaux de la Commission du développement durable à sa sixième session (résolution 47/191 de l'Assemblée générale)

- b) Application des décisions et recommandations de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les plans, programmes et projets de développement durable des petits États insulaires en développement qui ont été mis en oeuvre en application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (résolution 50/116 et projet de résolution A/C.2/52/L.42)

- c) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques concernant les résultats obtenus lors de la Conférence des Parties à la Convention (résolution 51/184 et projet de résolution A/C.2/52/L.55)

Rapport du Secrétaire général sur l'examen des arrangements concernant l'appui administratif au secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (résolution 50/115 de l'Assemblée générale)

- d) Application de la Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.57

- e) Convention sur la diversité biologique

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique concernant les résultats obtenus lors de la

Conférence des Parties à la Convention (résolution
51/182 et projet de résolution A/C.2/52/L.56)

- f) Mise en oeuvre et suivi des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, y compris des décisions de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21

Documentation Rapport du Secrétaire général sur les modalités d'examen des progrès réalisés pour la mise en oeuvre des conventions relatives au développement durable (projet de décision A/C.2/52/L.61)

Point 6. Activités opérationnelles de développement

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale pour mesurer le degré de réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants (résolution 51/186 de l'Assemblée générale)

Note du Secrétaire général transmettant le projet de directives révisées pour l'examen des politiques et procédures relatives à la coopération technique entre pays en développement (projet de résolution A/C.2/52/L.44)¹⁷

Examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolution 50/120 de l'Assemblée générale et projets de résolution A/C.2/52/L.44 et L.46)¹⁷

Point 7. Formation et recherche

- a) Université des Nations Unies

Documentation Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies, y compris les renseignements demandés dans la résolution 49/124 de l'Assemblée générale

Rapport du Secrétaire général (résolution 51/187 de l'Assemblée générale)

b) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.52

Point 8. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles

Documentation Rapport du Secrétaire général (résolution 1997/6 du Conseil économique et social et projet de résolution A/C.2/52/L.6/Rev.1)¹⁷

Point 9. Mise en oeuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)

Documentation Rapport du Secrétaire général (résolution 51/178 de l'Assemblée générale et projet de résolution A/C.2/52/L.34)

Rapport du Secrétaire général sur le rôle du microcrédit dans l'élimination de la pauvreté (projet de résolution A/C.2/52/L.27/Rev.1)

Point 10. Séance commémorative pour célébrer le vingtième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement

Aucune documentation n'est demandée (projet de résolution A/C.2/52/L.44)

1999¹⁸

Point 1. Rapport du Conseil économique et social¹⁹

Objectif fixé pour les engagements au titre du Programme alimentaire mondial pour la période 2001-2003

Documentation Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

¹⁸ Le programme de travail et la liste des documents pour 1999 seront mis à jour en 1998, compte tenu des décisions que l'Assemblée générale aura prises à sa cinquante-troisième session.

¹⁹ La liste des questions et de la documentation pour ce point est donnée à titre indicatif et a été établie sur la base des demandes de rapports formulées par l'Assemblée générale. Elle sera définitivement arrêtée lorsque le Conseil aura achevé ses travaux en 1999.

Prix des Nations Unies en matière de population

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le Prix des Nations Unies en matière de population et le Fonds d'affectation spéciale (décision 1982/112 du Conseil économique et social)

Point 2. Questions de politique macroéconomique

a) Financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés

Documentation Rapport du groupe de travail à composition non limitée sur un examen de haut niveau de la question du financement du développement (projet de résolution A/C.2/52/L.51)

b) Commerce et développement

Documentation Rapport du Conseil du commerce et du développement (résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale)

Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du projet de résolution A/C.2/52/L.23/Rev.1 concernant les mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement

Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour rendre compte de la mise en oeuvre du projet de résolution A/C.2/52/L.39 concernant les mesures spécifiques adoptées pour répondre aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral

c) Science et technique au service du développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.47

Point 3. Questions de politique sectorielle

a) Coopération pour le développement industriel

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du Programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (résolution 47/177 de l'Assemblée générale et projet de résolution A/C.2/52/L.40)

b) Affaires et développement

Documentation Rapport du Secrétaire général (résolution 48/180 de l'Assemblée générale)

Point 4. Développement durable et coopération économique internationale

a) Application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)

Documentation Rapport de la Commission des établissements humains (résolution 32/162 de l'Assemblée générale)¹⁷

b) Les femmes et le développement

Documentation Rapport du Secrétaire général sur la participation effective et l'intégration des femmes au développement (résolution 42/178 de l'Assemblée générale et projet de résolution A/C.2/52/L.17/Rev.1)¹⁷

Enquête mondiale sur le rôle des femmes dans le développement (résolutions 40/204 et 49/161 de l'Assemblée générale)

c) Mise en valeur des ressources humaines

Documentation Rapport du Secrétaire général (projet de résolution A/C.2/52/L.49)

d) Migrations internationales et développement, y compris la question de la convocation d'une conférence des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement

Documentation Rapport du Secrétaire général (projet de résolution A/C.2/52/L.35)

Point 5. Environnement et développement durable

Documentation Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale)¹⁷

Note du Secrétaire général sur les conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement (résolution 3436 (XXX) de l'Assemblée générale)

a) Application des décisions et des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

Documentation Section pertinente du rapport du Conseil économique et social sur les travaux de la Commission du développement durable à sa septième session (résolution 47/191 de l'Assemblée générale)

b) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles

Documentation Rapport du Secrétaire général (résolution 44/236 de l'Assemblée générale, annexe)¹⁷

c) Convention sur la diversité biologique

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique sur les résultats de la réunion de la Conférence des Parties à la Convention (résolution 51/182 de l'Assemblée générale)

d) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures

Documentation Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques concernant les résultats de la réunion de la Conférence des Parties à la Convention (résolution 51/184 de l'Assemblée générale)

Point 6. Activités opérationnelles de développement

a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

Documentation Section pertinente du rapport du Conseil économique et social

b) Coopération économique et technique entre pays en développement

Documentation Rapport du Comité de haut niveau chargé de l'examen de la coopération technique entre pays en développement (résolution 33/134 de l'Assemblée générale)¹⁷

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.36 concernant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté de développement de l'Afrique australe

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la coopération Sud-Sud (résolution 50/119 de l'Assemblée générale)

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.2/52/L.44
